

**Conférence générale****Vingtième session**Vienne, 27 novembre-1^{er} décembre 2023

Point 9 de l'ordre du jour provisoire

Forum sur les questions liées au développement industriel**Forum sur les questions liées au développement industriel****Document thématique établi par le Secrétariat**

Le présent document fournit des informations sur les manifestations prévues dans le cadre du Forum sur les questions liées au développement industriel, qui se tiendra pendant la plénière de la vingtième session de la Conférence générale, du 27 novembre au 1^{er} décembre 2023. On y trouvera également des informations sur les manifestations parallèles thématiques qui seront organisées dans le cadre du programme de la Conférence.

I. Introduction

1. En application de la résolution GC.9/Res.1, un point relatif au Forum sur les questions liées au développement industriel a été ajouté aux délibérations de la Conférence générale, en vue de parvenir à une conception commune des questions de développement en recensant les domaines pertinents pour les activités de coopération technique de l'ONUDI et en échangeant à ce sujet.

2. Cette année, la Conférence générale aura pour thème général « Une mondialisation équitable : solutions innovantes pour l'industrie de demain ». Dans ce contexte, le Forum sur les questions liées au développement industriel s'appuiera sur les sessions précédentes pour renforcer son rôle d'instance de haut niveau en faveur d'un dialogue porté sur l'avenir qui soit plus solide, interconnecté et inclusif, afin de tracer de nouvelles voies vers la durabilité, l'inclusivité numérique et la résilience économique. Une attention particulière sera accordée à l'importance d'un développement industriel inclusif et durable pour soutenir des chaînes d'approvisionnement durables, limiter les dérèglements climatiques et contribuer à éliminer la faim, de manière à avancer dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans le monde post-COVID-19.

Pour des raisons de durabilité, le présent document n'a pas été imprimé. Les membres des délégations sont priés de bien vouloir se référer aux versions électroniques de tous les documents.



3. La Conférence générale, pour sa vingtième session, continuera d’être organisée selon un seul et même programme simplifié couvrant toute la semaine, l’idée étant de limiter autant que possible le nombre de manifestations parallèles. Les participantes et participants pourront ainsi prendre part à toutes ces manifestations sans que cela ne compromette leur présence aux délibérations.

4. En marge du Forum sur les questions liées au développement industriel, plusieurs manifestations parallèles seront consacrées à des questions en rapport avec le mandat de l’ONUDI et le thème de la Conférence. Ces manifestations complémentaires doivent permettre aux parties prenantes d’étudier conjointement comment les problèmes d’envergure mondiale peuvent être traités au moyen de solutions novatrices transfrontières et intersectorielles. Les sujets suivants, notamment, devraient être abordés : hydrogène propre ; minéraux critiques, production de métaux et avenir équitable pour tous ; chaînes d’approvisionnement résilientes pour la transition énergétique ; et intelligence artificielle inclusive.

5. Les manifestations se tiendront dans un format hybride associant participation en présentiel et en ligne, pour permettre au plus grand nombre possible d’États Membres et de parties intéressées d’y prendre part et d’y apporter leur contribution.

6. Les manifestations tenues en marge de la Conférence générale constitueront des espaces de débat exceptionnels qui permettront aux États Membres, à d’éminents spécialistes des politiques de développement ainsi qu’à des représentantes et représentants du secteur privé, du monde universitaire et des institutions de financement du développement d’échanger des idées et des informations.

7. Des renseignements sur la date et le lieu de ces manifestations seront mis à la disposition de l’ensemble des participantes et participants, notamment sur le site Web officiel de la Conférence générale de l’ONUDI : www.unido.org/general-conference-20.

II. Manifestations du Forum sur les questions liées au développement industriel

a) Forum sur l’innovation industrielle

Contexte

8. L’ONUDI organisera un Forum sur l’innovation industrielle pour permettre à ses États Membres et à d’autres partenaires d’engager un dialogue stratégique sur les aspects essentiels du développement industriel, en vue de trouver des solutions aux problèmes pressants qui se posent au niveau mondial. Le Forum vise à montrer aux États Membres de l’ONUDI comment les nouvelles priorités stratégiques, définies sous la conduite du Directeur général, M. Gerd Müller, conformément à sa conception du progrès par l’innovation, rendent possible des partenariats multipartites efficaces contribuant de manière globale au développement industriel et à la transformation économique. Les nouvelles priorités, axées sur l’élimination de la faim, la promotion de chaînes d’approvisionnement durables et l’action climatique, sont au cœur du dialogue multipartite du Forum, car la réalisation d’un développement industriel inclusif et durable, et par extension des objectifs de développement durable, implique de disposer d’un éventail de ressources plus large que celui dont pourrait disposer un seul et unique partenaire de développement, quel qu’il soit.

Questions à aborder

9. **Sécurité alimentaire et élimination de la faim** : la session intitulée « L’élimination de la faim est possible – contribution de l’ONUDI » mettra en avant l’importance de l’innovation pour les systèmes alimentaires et sa contribution à la sécurité alimentaire. En outre, cette manifestation sera l’occasion de s’intéresser aux liens entre l’innovation, les investissements et les partenariats, envisagés comme des bases indispensables pour faire face à la situation mondiale en matière de sécurité alimentaire. Les gouvernements, les parties prenantes du secteur industriel et les

milieux universitaires seront appelés à engager un dialogue mondial afin de poursuivre les discussions et de surveiller l'évolution des aspects essentiels et des besoins des pays pour avancer vers un avenir sûr et durable en matière d'alimentation.

10. Chaînes d'approvisionnement durables : la session intitulée « Chaînes d'approvisionnement durables : parvenir à une mondialisation équitable » réunira d'importantes personnalités représentant le secteur public, le secteur privé et le secteur du développement et provenant aussi bien de pays en voie d'industrialisation que de pays industrialisés, afin de débattre des rôles et des responsabilités en matière de durabilité tout au long des chaînes d'approvisionnement. La discussion visera à aborder des questions clefs en la matière, telles que la responsabilité des acteurs dans l'amélioration des aspects environnementaux, des conditions sociales et de la bonne gouvernance sur les chaînes d'approvisionnement ; le rôle des gouvernements et du secteur privé ; les causes profondes auxquelles il convient de s'attaquer ; et la gouvernance mondiale pour des chaînes d'approvisionnement durables.

11. Action climatique : la session intitulée « Action climatique : accélérer un développement industriel à zéro émission nette et résilient face aux changements climatiques » réunira d'importantes personnalités pour discuter de la manière dont il serait possible d'accélérer la réalisation de l'objectif de zéro émission nette et la décarbonation de l'industrie. L'accent sera mis sur les solutions transversales et systémiques ainsi que sur l'importance de la coordination entre les principaux acteurs concernés, notamment les décideurs politiques, les industries, les entrepreneurs et les investisseurs. Cette manifestation insistera sur l'importance d'envisager la promotion d'un développement industriel à zéro émission nette selon des approches globales, l'idée étant de recouper différents secteurs industriels grâce à l'implication de divers acteurs. Cela implique non seulement l'invention de nouvelles technologies, mais aussi de nouvelles façons d'utiliser les technologies existantes, ainsi que la mise en place de nouveaux modèles d'activité, d'offres inédites pour les consommateurs et de nouvelles politiques et réglementations.

b) Faire de l'égalité des sexes une réalité concrète dans l'industrie

Contexte

12. Le Programme 2030 comprend un objectif spécifiquement axé sur le genre (objectif n° 5), et envisage l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes comme un principe universel qui s'applique à tous les objectifs de développement durable, y compris l'objectif n° 9 relatif à l'industrie, à l'innovation et à l'infrastructure. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes constituent une priorité de haut niveau pour l'Organisation, comme en témoignent ses principaux documents stratégiques, notamment le cadre de programmation à moyen terme 2022-2025 ainsi que le programme et les budgets 2024-2025, qui reflètent la double approche consistant à agir de manière ciblée en faveur de l'égalité des sexes et à assurer la prise en compte systématique des questions de genre.

Questions à aborder

13. Pour que la mondialisation et l'industrialisation soient équitables, il faut exploiter pleinement le potentiel des femmes en tant qu'actrices du changement. Des efforts sont également nécessaires pour lutter activement contre les normes, les rôles et les pratiques sexistes préjudiciables. Cela passe par un renforcement des normes industrielles et des cadres politiques qui contribuent à l'égalité des sexes. Il faut également aider les secteurs public et privé à faire en sorte que les femmes et les hommes disposent des mêmes possibilités lorsqu'il s'agit de participer à la prise de décision, d'accéder aux ressources productives et d'obtenir des emplois décents dans l'industrie.

14. À mi-parcours de la mise en œuvre du Programme 2030, axé sur la réalisation des objectifs de développement durable, l'ambition de l'objectif 5 d'assurer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes d'ici à 2030 est loin de se concrétiser. Le secteur industriel, particulièrement marqué par la prédominance masculine, dispose

d'un potentiel unique pour favoriser l'égalité des sexes, ce qui profiterait aux femmes et aux filles ainsi qu'aux économies et aux sociétés dans leur ensemble.

15. Cette rencontre de haut niveau sera l'occasion de s'intéresser au rôle que peuvent jouer les gouvernements, le secteur privé et d'autres parties prenantes pour faire en sorte que les femmes et les hommes, sur un pied d'égalité, prennent la direction et récoltent les fruits du double processus de transition qui redéfinit actuellement la production industrielle : décarbonation et numérisation. La session montrera comment l'égalité des sexes rend possible un développement industriel inclusif et durable, et pourquoi elle fait partie intégrante de ce processus. Elle examinera le potentiel des femmes en tant qu'actrices du changement et mettra en avant des approches pouvant permettre de surmonter les normes et stéréotypes de genre qui freinent les femmes au niveau structurel, avec des conséquences négatives pour les industries, les économies et les sociétés.

16. Cette manifestation donnera également lieu à la présentation du prix de la mobilisation en faveur de l'égalité des sexes de l'ONUDI.

c) L'industrialisation dans les pays à revenu intermédiaire : un moteur pour le développement durable

Contexte

17. Les pays à revenu intermédiaire sont d'importants moteurs du développement mondial et ont un rôle essentiel à jouer dans la mise en œuvre du Programme 2030. Ils forment un groupe large et diversifié qui représente 30 % du produit intérieur brut mondial et qui compte 75 % de la population mondiale, mais aussi 60 % de la population pauvre de la planète. Si les défis auxquels sont confrontés les pays à revenu intermédiaire varient d'un pays à l'autre, il existe certaines difficultés communes qui réclament une intervention et un soutien urgents de la part des acteurs internationaux du développement.

18. De nombreux pays à revenu intermédiaire restent coincés dans le « piège du revenu intermédiaire » et font face à des problèmes liés à la pauvreté et aux inégalités, à l'accès au financement (surtout le financement à des conditions favorables), au renforcement des capacités humaines, et au caractère limité des infrastructures et des moyens technologiques. Les récents chocs mondiaux ont encore aggravé la vulnérabilité de ces pays, entravant leur progression vers un développement durable. Au cours des 50 dernières années, les pays à revenu intermédiaire sont devenus la source de près de 50 % de la production industrielle mondiale. Cependant, pour poursuivre leurs programmes de transformation structurelle et de développement durable, ils ont aussi besoin d'être soutenus dans la transition verte.

19. Selon la classification établie par la Banque mondiale en fonction du revenu, 105 États Membres de l'ONUDI appartiennent à la catégorie des pays à revenu intermédiaire¹. Ils forment le plus large ensemble de pays bénéficiant d'une aide de l'Organisation pour accélérer le développement industriel durable.

20. La session s'appuiera sur les conclusions d'une manifestation parallèle qui était organisée conjointement par l'ONUDI et le Groupe de pays de même sensibilité pour la promotion des pays à revenu intermédiaire, à l'occasion de l'examen approfondi de l'objectif de développement durable n° 9 par le forum politique de haut niveau pour le développement durable, qui s'est tenu à New York. Elle tirera également parti de la dynamique qu'ont créée les récentes discussions mondiales concernant la coopération en matière de développement avec les pays à revenu intermédiaire, qui se sont tenues dans le cadre du Sommet sur les objectifs de développement durable, ainsi que la huitième Réunion ministérielle du Groupe de pays de même sensibilité

¹ Nombre au 1^{er} avril 2023. La classification des pays en fonction de leur revenu établie par la Banque mondiale peut être consultée à l'adresse suivante : <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lending-groups>.

pour la promotion des pays à revenu intermédiaire, qui a eu lieu en marge de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Questions à aborder

21. La manifestation offrira un cadre aux représentantes et représentants de haut niveau des pays à revenu intermédiaire pour discuter des lacunes qui les empêchent d'avancer et pour échanger des données d'expérience concernant l'application de solutions innovantes en faveur d'un développement industriel durable. L'industrialisation est essentielle pour que les pays à revenu intermédiaire puissent passer dans la catégorie des pays à revenu élevé, éliminer la pauvreté et réduire les inégalités, faire progresser le développement durable et accroître leur résilience face à de futurs chocs extérieurs.

22. La session sera l'occasion d'évoquer les principales difficultés rencontrées par les pays à revenu intermédiaire dans le processus d'industrialisation durable, et de présenter des exemples de politiques et de pratiques nationales efficaces, notamment en ce qui concerne l'accès aux moyens financiers et aux investissements nécessaires pour assurer une croissance inclusive et soutenue, de nouvelles approches pour mesurer les progrès accomplis par les pays sans s'en tenir au seul produit intérieur brut, et des possibilités de coopération interrégionale et de coopération Sud-Sud.

23. Cette manifestation s'inscrit dans le cadre de l'engagement continu de l'ONUDI auprès des pays à revenu intermédiaire, conformément à son « Cadre stratégique pour l'établissement de partenariats avec les pays à revenu intermédiaire ». Elle aidera à planifier la prochaine série de mesures destinées à accélérer l'industrialisation dans ces pays, afin de contribuer à un développement durable.

d) La politique industrielle au service d'une mondialisation équitable : idées tirées de l'édition 2024 du Rapport sur le développement industriel

Contexte

24. Le Rapport sur le développement industriel est la publication semestrielle phare de l'ONUDI, dans laquelle figurent les résultats de ses principaux travaux de recherche. Il traite des dernières évolutions et tendances générales observées dans le domaine du développement industriel, mais chacune de ses éditions est également axée sur des aspects précis du développement industriel.

25. L'édition 2024 du Rapport sur le développement industriel a pour thème « Transformer les défis en solutions durables : la nouvelle ère de la politique industrielle ». La prise de conscience mondiale du rôle fondamental que joue l'industrie pour relever les grands défis de notre temps va de pair avec une forte résurgence de la politique industrielle. Cette résurgence est principalement le fait des pays les plus industrialisés, qui sont les premiers à mettre en œuvre des politiques et des stratégies industrielles ambitieuses pour relever les défis du développement. Pour une mondialisation équitable, il faudrait que les pays en développement suivent leur exemple afin d'éviter d'être mis à l'écart dans le paysage industriel mondial, ce qui ferait se creuser encore une fracture mondiale déjà alarmante. La solidarité et la volonté politique sont nécessaires pour faire de la mondialisation équitable une réalité.

26. L'édition 2024 du Rapport sur le développement industriel analyse les progrès accomplis jusqu'à présent par différentes régions en développement dans la réalisation de certains objectifs de développement durable et souligne le rôle que l'industrie peut jouer pour soutenir cet élan. Le rapport brosse également un tableau de la politique industrielle actuelle de chaque région et recense les domaines dans lesquels il serait possible de prendre des mesures pour accélérer encore les progrès. Dans le cadre de cette approche globale, il fournit des informations précieuses et énonce des recommandations concrètes pour faciliter la réalisation des objectifs de développement durable et exploiter le pouvoir de transformation du développement industriel, qui peut permettre de bâtir des sociétés inclusives, résilientes et durables.

27. Lors de cette manifestation, les principales conclusions et idées énoncées dans le rapport seront présentées et examinées avec un groupe de spécialistes de haut rang d'envergure mondiale et de responsables politiques d'envergure régionale. En défendant des politiques industrielles axées sur la réalisation des objectifs de développement durable, ces personnes devraient contribuer, par leur débat, à encourager les activités internationales menées à cette fin.

Questions à aborder

28. L'industrie peut apporter des solutions aux problèmes mondiaux actuels et contribuer à sauver les objectifs de développement durable. Pour libérer le potentiel de ce secteur, il est essentiel de mettre en place des politiques industrielles novatrices et tournées vers l'avenir. Il est également nécessaire d'être conscient des chances qui s'offrent aux pays en développement et d'élaborer des solutions de politique industrielle qui prennent en considération leurs caractéristiques locales et régionales. La session sera l'occasion pour les décisionnaires de haut niveau de réfléchir à l'avenir de la politique industrielle et au soutien que la communauté internationale devrait apporter pour accélérer l'industrialisation des pays en développement.

29. Cette manifestation sera également l'occasion de présenter les principales conclusions de l'édition 2024 du Rapport sur le développement industriel. Elle devrait alimenter les débats récents tenus à l'échelle mondiale sur la marge de manœuvre décisionnelle dont disposent les pays en développement en matière de politique industrielle et sur la réforme du système financier international.

III. Autres manifestations à thème

a) Pour une transition équitable vers l'hydrogène : les facteurs clés de l'adoption de l'hydrogène propre et de la réduction des risques liés aux investissements

Contexte

30. L'hydrogène propre² est présenté comme le combustible de l'avenir parce qu'il ne pollue pas et qu'il peut être stocké et transporté. S'il peut servir de vecteur d'énergie propre et de moyen de stockage pour les énergies renouvelables, l'hydrogène propre peut également remplacer les combustibles fossiles dans les activités économiques difficiles à décarboniser, et donner aux pays en développement riches en sources d'énergie renouvelable une chance unique de parvenir à un développement industriel à zéro émission nette. Pour que le scénario d'un réchauffement planétaire de 1,5°C se réalise, il faudra produire et utiliser, à l'horizon 2050, 518 millions de tonnes d'hydrogène propre par an. Pour que les pays en développement puissent tirer pleinement parti d'un développement socioéconomique et industriel durable, il faudra accélérer le déploiement de mécanismes de financement et d'assistance technique dans la chaîne d'approvisionnement de l'hydrogène propre.

31. Le Programme mondial de l'ONUDI pour l'hydrogène dans l'industrie aide les pays en développement et les économies en transition à tirer pleinement parti des nouvelles possibilités offertes par l'hydrogène propre, qui peut contribuer à un développement industriel à zéro émission nette et à la création d'une valeur ajoutée locale. Il ouvre la voie à la création d'emplois, au perfectionnement des compétences et à la mobilisation des investissements, et contribue au développement d'une économie diversifiée et fondée sur la connaissance.

² L'hydrogène propre désigne à la fois l'hydrogène produit par électrolyse à partir de sources renouvelables (hydrogène vert) et l'hydrogène produit par reformage du gaz naturel avec captage et stockage du dioxyde de carbone (hydrogène bleu).

Questions à aborder

32. Il est essentiel d'opérer une transition vers l'hydrogène propre dans les procédés industriels et de permettre un développement industriel à zéro émission nette. Toutefois, les investissements engagés dans des projets liés à l'hydrogène dans les pays en développement restent faibles car un certain nombre d'obstacles et d'incertitudes d'ordre réglementaire, économique et financier persistent. Pour surmonter ces obstacles, les pays ont besoin de principes directeurs et de cadres réglementaires adéquats, d'investissements, d'une assistance technique, d'un perfectionnement de leurs connaissances et de leurs compétences, et de capacités accrues pour soutenir leur secteur de l'hydrogène.

33. Il est nécessaire de sensibiliser et d'informer les États Membres sur la capacité de l'hydrogène propre à stimuler un développement industriel à zéro émission nette qui soit équitable et durable et ne laisse aucun pays de côté.

b) Accélérer la transition verte : minéraux critiques, production de métaux et un avenir équitable pour tous

Contexte

34. L'action climatique et la transition vers une économie à zéro émission nette seront très gourmandes en métaux : la production de minéraux tels que le cobalt, le graphite et le lithium pourrait augmenter de 500 % d'ici à 2050 en réponse à la demande croissante de technologies énergétiques propres. La mise en place de chaînes d'approvisionnement en métaux et minéraux responsables figure au premier rang des priorités internationales et à cet égard, l'ONUDI dispose des compétences techniques nécessaires pour orienter la réflexion et jouer un rôle mobilisateur.

35. Lors d'une table ronde ministérielle organisée dans le cadre de la deuxième édition du Forum des minéraux de l'avenir, en 2023, une initiative essentielle en faveur des minéraux critiques et de l'exploitation minière organisée par le Ministère saoudien de l'industrie et des ressources minières, le Directeur général de l'ONUDI a invité à la création d'une alliance mondiale pour des minéraux responsables. En forgeant cette alliance mondiale multipartite, l'ONUDI ferait progresser l'exploitation minière responsable, qui favoriserait la transition verte et promettrait un avenir équitable pour tous.

36. L'exploitation minière responsable est conforme aux objectifs essentiels d'intégration et de transposition à une plus grande échelle énoncés dans le cadre de programmation à moyen terme 2022-2025 de l'ONUDI. Elle associe deux domaines d'action interdépendants : a) l'industrie climatiquement neutre et l'économie circulaire et b) la transformation numérique et l'innovation. Les minéraux sont la ressource critique nécessaire à la transition verte et à la transition numérique. Du côté de la production, les minéraux sont les principaux intrants utilisés. En ce qui concerne l'adoption des technologies, les minéraux sont essentiels à la production des puces qui composent les technologies à déployer.

Questions à aborder

37. La transition vers une économie à zéro émission nette nécessite des mesures immédiates et concrètes de la part des secteurs privé et public. Les innovations auxquelles elle donnera lieu nécessiteront un approvisionnement continu en divers métaux et minéraux. À cet égard, l'ONUDI pourra être une intermédiaire neutre et la médiatrice mondiale d'une plateforme d'innovation destinée aux pays en développement. Elle pourrait faciliter l'établissement de partenariats innovants contribuant à des opérations plus sûres, plus propres, plus respectueuses de l'environnement et plus diversifiées dans l'ensemble de la chaîne de valeur des minéraux. Une telle plateforme pourrait faciliter la transition écologique de l'industrie extractive et garantir un avenir équitable pour tous en aidant au respect des normes internationales ; en accélérant l'innovation dans le secteur, en particulier dans le domaine des minéraux critiques ; et en encourageant l'élaboration de politiques de

développement industriel et le renforcement des capacités nécessaires pour augmenter la valeur ajoutée en aval. L'objectif de cette manifestation est d'encourager une exploitation minière responsable et de franchir les premières étapes nécessaires à la création de l'alliance mondiale.

c) Mettre en place des chaînes d'approvisionnement résilientes pour la transition énergétique

Contexte

38. La promotion d'une industrialisation verte et l'établissement de chaînes de valeur durables pour les technologies à faible émission de carbone est essentielle pour décarboniser les secteurs de l'énergie et des transports afin de progresser dans la réalisation de l'objectif mondial de zéro émission nette. L'adoption de technologies telles que l'énergie solaire et les batteries de stockage s'est accélérée au cours de la dernière décennie, mais les chaînes d'approvisionnement de ces technologies restent largement concentrées dans une poignée de pays. Cette concentration, qui est particulièrement prononcée dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, risque de créer un goulet d'étranglement lorsqu'il faudra accélérer la transition énergétique.

39. La participation des pays en développement aux chaînes d'approvisionnement mondiales reste relativement limitée. Par exemple, dans l'industrie solaire, l'Alliance internationale pour l'énergie solaire a noté que la fabrication de produits solaires dans les pays à revenu intermédiaire et à faible revenu restait limitée et se concentrait principalement en Asie du Sud-Est. Les données du Global Wind Energy Council révèlent des tendances analogues dans d'autres chaînes de valeur essentielles, telles que la fabrication de turbines éoliennes et de batteries, dont la majorité des capacités de production sont détenues par la Chine et les États-Unis d'Amérique, suivis par les pays membres de l'Union européenne, le Japon et la République de Corée.

Questions à aborder

40. La transition énergétique représente pour les pays en développement une chance d'engager une industrialisation verte compte tenu des ressources dont dispose le continent africain. Les minéraux critiques sont essentiels à la production de technologies énergétiques propres ; pour autant, de nombreux pays les exportent sans bénéficier de la valeur ajoutée créée aux stades de leur traitement et de leur raffinage. Les pays à revenu intermédiaire et à faible revenu pourront augmenter leur valeur ajoutée nationale en implantant les activités de traitement et de raffinage des minéraux sur leur territoire. Ils pourront également tirer parti du coût avantageux de leur main-d'œuvre pour réduire considérablement les coûts de fabrication des technologies énergétiques propres. L'objectif d'accroître la valeur ajoutée manufacturière s'inscrit dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qui invite à créer une forte impulsion en faveur d'une augmentation de la valeur ajoutée et d'une fabrication locale. La Zone de libre-échange continentale africaine devrait jouer un rôle clef en stimulant les échanges commerciaux intra-africains, qui pourraient augmenter d'environ 33 %, et en réduisant le déficit commercial de 51 %. L'augmentation des investissements engagés dans la fabrication locale de technologies énergétiques propres en Afrique permettra d'accélérer la transformation du secteur de l'énergie, de réaliser le programme d'accès à l'énergie, de réduire le déficit commercial et de créer de nouveaux emplois décents.

41. Pour atteindre ces objectifs, il faudra mettre en place une politique et un environnement favorables, notamment en investissant dans le perfectionnement des compétences de la main-d'œuvre pour permettre la production de technologies propres.

d) AIM-Global, pour une intelligence artificielle inclusive : combler le fossé numérique dans l'industrie et la fabrication

Contexte

42. L'Alliance mondiale de l'ONUDI sur l'intelligence artificielle pour l'industrie et la fabrication (AIM-Global) a été lancée le 6 juillet 2023 à la Conférence mondiale sur l'intelligence artificielle qui s'est tenue à Shanghai (Chine). Cette initiative novatrice vise à encourager une application responsable, durable et inclusive de l'intelligence artificielle (IA) dans le secteur industriel, en réponse à l'appel lancé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour que soit conclu un pacte numérique mondial qui énonce des principes communs en faveur d'un réseau numérique futur qui soit ouvert, libre et sécurisé pour tous. AIM-Global est une initiative stratégique qui met l'accent sur la nécessité d'une action collaborative visant à utiliser l'IA de manière responsable pour relever les défis planétaires, en faisant de cette technologie la pierre angulaire d'une croissance industrielle inclusive et durable à l'ère d'une mondialisation équitable.

Questions à aborder

43. Comme elles ont des retombées directes sur la compétitivité industrielle, la productivité, la rentabilité et la création d'emplois, les technologies d'avant-garde, telles que l'IA, posent au monde des difficultés nouvelles, liées à la protection de la vie privée, à la sécurité, à l'éthique et à la répartition équitable de leurs avantages entre les différentes nations et couches sociales. Pour AIM-Global, il importe de combler le fossé numérique entre les pays et les industries en veillant à ce que personne ne soit laissé de côté dans la révolution de l'IA.

44. Cette manifestation visera à mettre en évidence les objectifs d'AIM-Global, consistant à libérer tout le potentiel de l'IA et à créer un écosystème mondial propre à stimuler l'innovation, à améliorer la productivité et à relever les nombreux défis associés à ces technologies, en facilitant les transitions numériques propres à renforcer la résilience tout en créant des liens intersectoriels et de nouvelles modalités de coopération.

IV. Mesure à prendre par la Conférence

45. La Conférence est invitée à prendre note des informations figurant dans le présent document.
